

57B626

D.F. 06 JAN. 1993

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE ROUEN-MADELEINE 1.8. NOV. 1992

F° 80 BORD. 393/1

REÇU [- Dt DE TIMBRE 255 F.
- Dts D'ENREGt 500 F.
I.R. 57 F.

SIGNATURE : 

BIARD et NOBLESSE
Société anonyme
au capital de 250.000 Francs

SAINTE AUSTREBERTHE

(R.C.S. ROUEN B 570 506 261)

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 19 AOUT 1992

- I -

L'an mil neuf cent quatre vingt douze et le dix neuf aout à 18 heures, les actionnaires de la Société BIARD et NOBLESSE, société anonyme au capital de 250.000 Francs, divisé en 2.000 actions de CENT VINGT CINQ Francs chacune, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social à SAINTE AUSTREBERTHE, sur convocation faite par le Conseil d'administration dans les formes et délais prévus tant par les dispositions législatives et réglementaires que par les statuts.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lionel TIPHAGNE, en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Madame Marie José TIPHAGNE et Mademoiselle Florence TIPHAGNE, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre d'actions, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Arnaud TIPHAGNE est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus de la moitié des actions composant le capital social.

Monsieur le Président déclare en outre que Madame Dominique FLECHELLE, commissaire aux comptes de la Société, a été régulièrement convoquée et est excusée.

L'assemblée, pouvant ainsi valablement délibérer, est déclarée régulièrement constituée.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration



54

FACE ANNULÉE

ARTICLE 905 C. G. I.

Arrêté du 20 Mars 1958

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

1°) La copie des lettres de convocation des actionnaires et la justification de la convocation au commissaire aux comptes ;

2°) la feuille de présence de l'assemblée revêtue de la signature des membres du bureau à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, ainsi que les formulaires de vote par correspondance ;

3°) le rapport du Conseil d'administration ;

4°) le rapport du Commissaire aux comptes ;

5°) le texte des questions posées par les actionnaires en application de l'article 162 de la loi du 24 Juillet 1966 modifiée par la loi du 1er Mars 1984.

Puis, Monsieur le Président déclare :

a) que les formules de procuration adressées aux actionnaires par la société étaient accompagnées des documents et comportaient les mentions prévues par les articles 133 et 135 du décret du 23 Mars 1967 ;

b) que les documents et renseignements énumérés à l'article 135 modifié de ce même décret ont été adressés avant l'assemblée aux actionnaires qui en ont fait la demande, dans les conditions fixées par l'article 138 dudit décret ;

c) que la liste des actionnaires, arrêtée le seizième jour avant la réunion de l'assemblée, a été tenue à la disposition des actionnaires au siège social ;

d) et qu'en outre, les documents et renseignements ci-après ont été tenus à la disposition des actionnaires, au même lieu, depuis la convocation de l'assemblée, savoir :

- les projets de résolutions présentés par le Conseil d'administration ;

- le rapport du Conseil d'administration et du commissaire aux comptes ;

- un document mentionnant l'état civil des administrateurs, avec l'indication des autres sociétés dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance ;

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Copie Certifiée Conforme

Le Président du Conseil d'Administration



— 100 —

A. 100 C. G. I.

Arrêté du 20 Mars 1958

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- augmentation du capital social d'une somme de CENT SOIXANTE CINQ MILLE (165.000) francs, pour le porter à QUATRE CENT QUINZE MILLE (415.000) francs, par la création de MILLE TROIS CENT VINGTS (1.320) actions nouvelles de CENT VINGT CINQ francs chacune, augmenté d'une prime d'émission de QUATRE CENT QUINZE MILLE HUIT CENTS (415.800) francs à souscrire et à libérer intégralement en numéraire par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société et dont la souscription serait réservée à certains actionnaires ; suppression du droit préférentiel de souscription ;

- modification, en conséquence des articles 6 et 7 des statuts, relatifs respectivement aux apports et au capital social.

Lecture est donnée des rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes, puis Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

- IV -

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et de celui du Commissaire aux comptes, décide :

A - d'augmenter le capital social d'une somme de CENT SOIXANTE CINQ MILLE (165.000) francs pour le porter à QUATRE CENT QUINZE MILLE (415.000) francs par l'émission à QUATRE CENT QUARANTE (440) francs de MILLE TROIS CENT VINGTS (1.320) actions nouvelles, représentant le montant de leur valeur nominale de 125 francs, augmenté d'une prime d'émission de 315 francs par action, à libérer en totalité lors de la souscription.

Les actions nouvelles, qui seront entièrement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et participeront avec ces dernières aux intérêts, dividendes et autres produits qui seront mis en distribution à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

B - de réserver la souscription des MILLE TROIS CENT VINGTS (1.320) actions nouvelles à :

. Madame Marie-José TIPHAGNE,
demeurant à PAVILLY (Seine Maritime), Parc I,
Avenue des sources, pour DEUX CENT VINGT HUIT

Copie Certifiée Conforme

Le Président du Conseil d'Administration



PAGE ANNULÉE

ARTICLE 905 C. G. I.

Arrêté du 20 Mars 1958

actions, ci 228

. Monsieur Lionel TIPHAGNE,
demeurant à PAVILLY (Seine Maritime), Parc I,
Avenue des sources, pour DEUX CENT VINGT SEPT
actions, ci 227

. à la Société NORMANDIE
COMMANDE NUMERIQUE, par abréviation N.C.N., société
anonyme, au capital de 250.000 francs, dont le
siège est à SAINTE AUSTREBERTHE, pour HUIT CENT
SOIXANTE CINQ actions, ci 865

Les actionnaires qui n'ont pas participé à la
présente augmentation de capital déclarent expressément re-
noncer à leur droit préférentiel de souscription et agréer
la société NORMANDIE COMMANDE NUMERIQUE, par abréviation
N.C.N., en qualité de nouvel actionnaire.

Les souscripteurs réservataires, présents à la
séance, déclarent s'être libéré du montant total de leur
souscription de la façon suivante :

- Madame Marie-José TIPHAGNE, par compensation
avec une partie de son compte courant liquide et exigible
dans la société ;

- Monsieur Lionel TIPHAGNE, par compensation
avec une partie de son compte courant liquide et exigible
dans la société ;

- la Société NORMANDIE COMMANDE NUMERIQUE, par
abréviation N.C.N., par compensation avec une créance li-
quide et exigible sur la société.

L'arrêté de comptes établi par le Conseil d'admi-
nistration, certifie également que les créances, objet de
la libération par compensation, sont bien certaines, liqui-
des et exigibles.

Au vues des justifications ci-dessus énoncées,
l'assemblée générale constate la réalisation définitive de
l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de la dé-
cision qui précède, décide de donner aux articles 6 et 7
des statuts, relatifs respectivement aux apports et au ca-
pital social, la rédaction nouvelle suivante :

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital de la Société a été formé de la façon
suivante :

Copie Certificat Conforme
Le Président du Conseil d'Administration



FA 2000

ARTICLE 277 C.G.S.

Arrêté du 20 Mars 1958

I - Lors de la constitution, il a été apporté par diverses personnes une somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE Francs, ci 250.000

II - A la date du 19 Aout 1992, il a été apporté en numéraire la somme de CENT SOIXANTE CINQ MILLE Francs, ci 165.000

Total égal au capital social : QUATRE CENT QUINZE MILLE Francs, ci 415.000

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT QUINZE MILLE (415.000) francs.

Il est divisé en TROIS MILLE TROIS CENT VINGTS (3.320) actions de CENT VINGT CINQ (125) francs chacune.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide que toutes les formalités requises par la Loi seront faites à la diligence et sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration qui pourra se substituer tout mandataire de son choix.

En outre, elle confère tous pouvoirs à Monsieur Lionel TIPHAGNE, Président du Conseil d'administration, à l'effet d'établir et de signer la déclaration de régularité et de conformité d'une modification des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

- V -

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau après lecture.

Copie Certifiée Conforme

Le Président Le Secrétaire Général



FAGE ANNULÉE

1905 C. G. I.

1905

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

06 JAN. 1993

D'UNE MODIFICATION DES STATUTS

Le soussigné : Monsieur Lionel TIPHAGNE, demeurant à PAVILLY (Seine Maritime), Parc I, Avenue des Sources,

agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de la Société BIARD et NOBLESSE société anonyme, au capital de 415.000 francs, dont le siège social est à SAINTE AUSTREBERTHE, immatriculée au R.C.S. de ROUEN sous le numéro B 570 506 261,

spécialement habilité à cet effet par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 19 Aout 1992, ainsi qu'il résulte du procès-verbal de ladite réunion,

A EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIIT :E X P O S E

I - Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire réunie le 19 Août 1992, les actionnaires de la Société BIARD et NOBLESSE ont décidé :

- d'augmenter le capital social d'une somme de CENT SOIXANTE CINQ MILLE (165.000) francs pour le porter à QUATRE CENT QUINZE MILLE (415.000) francs par l'émission à QUATRE CENT QUARANTE (440) francs de MILLE TROIS CENT VINGTS (1.320) actions nouvelles, représentant le montant de leur valeur nominale de 125 francs, augmenté d'une prime d'émission de 315 francs par action, à libérer en totalité lors de la souscription.

- de réserver la souscription des MILLE TROIS CENT VINGTS (1.320) actions nouvelles à :

. Madame Marie-José TIPHAGNE,
demeurant à PAVILLY (Seine Maritime), Parc I,
Avenue des sources, pour DEUX CENT VINGT HUIT
actions, ci 228

. Monsieur Lionel TIPHAGNE,
demeurant à PAVILLY (Seine Maritime), Parc I,
Avenue des sources, pour DEUX CENT VINGT SEPT
actions, ci 227

. à la Société NORMANDIE
COMMANDE NUMERIQUE, par abréviation N.C.N., société
anonyme, au capital de 250.000 francs, dont le
siège est à SAINTE AUSTREBERTHE, pour HUIT CENT
SOIXANTE CINQ actions, ci 865

En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts, relatifs respectivement aux apports et au capital social ont été modifiés comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital de la Société a été formé de la façon suivante :

I - Lors de la constitution, il a été apporté par diverses personnes une somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE Francs, ci 250.000

II - A la date du 19 Aout 1992, il a été apporté en numéraire la somme de CENT SOIXANTE CINQ MILLE Francs, ci 165.000

Total égal au capital social : QUATRE CENT QUINZE MILLE Francs, ci 415.000

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT QUINZE MILLE (415.000) francs.

Il est divisé en TROIS MILLE TROIS CENT VINGTS (3.320) actions de CENT VINGT CINQ (125) francs chacune.

II - Les modifications ci-dessus intervenues, seront publiées dans le journal d'annonces légales : LE BULLETIN de l'ARRONDISSEMENT de ROUEN.

DECLARATION

Ces faits exposés, le soussigné déclare et constate, sous sa responsabilité, que la modification des statuts, objet de l'assemblée générale extraordinaire, visée dans l'exposé qui précède, a été réalisé en conformité à la loi et des règlements en vigueur.

DEPOT DE PIECES

Seront déposées en double exemplaire au Greffe du Tribunal de Commerce de ROUEN, avec deux originaux de la présente déclaration :

- une copie certifiée conforme du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19 Août 1992,

- une copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

Fait à SAINTE AUSTREBERTHE
L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DOUZE
Et le dix neuf août.



06 JAN. 1993

BIARD et NOBLESSE
Société Anonyme
au capital de 415.000 Francs
SAINTE AUSTREBERTHE
(R.C.S.Rouen B 570 506 261)

S T A T U T SMIS A JOUR AU 19 AOUT 1992ARTICLE 1 - FORME

Il a été formé, aux termes d'un acte S.S.P. en date du 18 Janvier 1940, enregistré le même jour à PAVILLY, f° 91, n° 862, une société à responsabilité limitée transformée en société anonyme régie par la loi du 24 Juillet 1966, suivant décision collective des associés en date du 23 Décembre 1969.

Les statuts de cette société ont été mis en harmonie avec les dispositions des lois n° 81-1160 et 81-1162 du 30 Décembre 1981 par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 15 Novembre 1982.

Cette société continue d'exister entre les propriétaires des actions représentatives de son capital social tel que celui-ci est indiqué à l'article 7 ci-après.

Elle est régie par la législation en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet l'industrie mécanique, l'usinage et la fabrication d'objets et de matériel industriel, l'exploitation de brevets et de tous objets s'y rattachant directement ou indirectement.

Toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou bénéficiaires, de fusion d'alliance, de société en participation, de groupement d'intérêt économique ou de commandite.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : " BIARD et NOBLESSE ".

Copie Certifiée Conforme

Le Président du Conseil d'Administration

Dans tous actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots " société anonyme " ou des initiales " S.A. " et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SAINTE AUSTREBERTHE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire, et, partout ailleurs, en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société primitivement fixée à 30 années à compter du 18 Janvier 1940 a été prorogée jusqu'au 31 Décembre 2068 suivant décision collective des associés en date du 23 Décembre 1969.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital de la Société a été formé de la façon suivante :

I - Lors de la constitution, il a été apporté par diverses personnes une somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE Francs, ci	250.000
II - A la date du 19 Aout 1992, il a été apporté en numéraire la somme de CENT SOIXANTE CINQ MILLE Francs, ci	165.000

Total égal au capital social : QUATRE CENT QUINZE MILLE Francs, ci	415.000

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT QUINZE MILLE (415.000) francs.

Il est divisé en TROIS MILLE TROIS CENT VINGTS (3.320) actions de CENT VINGT CINQ (125) francs chacune.

Copie Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Les titres nominatifs sont représentés par des certificats indiquant les nom, prénoms et domicile du titulaire et le nombre d'actions possédées par lui ; ils sont extraits de registres à souche, revêtus d'un numéro d'ordre et de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué du Conseil d'administration.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 11 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard des tiers et de la société, par une déclaration de transfert, signée du cédant ou de son mandataire et mentionnée sur ces registres.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, le transfert doit être accepté par le cessionnaire.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un transfert mentionné sur le registre des transferts sur justification de la mutation dans les conditions légales.

2 - Les actions de numéraire ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés ou l'inscription à ce registre de la mention modificative si elles proviennent d'une augmentation de capital.

Les actions d'apport ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'article 1690 du Code Civil.

3 - Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'administration.

A cet effet, le cédant doit notifier à la société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques, en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du Conseil dans les conditions prévues au § 3 ci-dessus.

6 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au § 3 ci-dessus.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

2 - Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droits ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE-PROPRIETE - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la société ; toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Copie Certifiée Conforme

Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de 75 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

En cours de société, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de six années ; elle expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le Conseil.

Les nominations d'administrateurs faites par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit Conseils d'administration ou Conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

ARTICLE 15 - ACTIONS DE GARANTIE

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire de une action au moins affectée à la garantie de tous les actes de la gestion.

Ces actions sont inaliénables et ne peuvent être données en gage.

Elles sont frappées d'un timbre indiquant leur inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

Les administrateurs nommés en cours de société pourront ne pas être actionnaire au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

L'ancien administrateur ou ses ayants droits recouvre la libre disposition des actions de garantie du seul fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes du dernier exercice pendant lequel il a été en fonction.

ARTICLE 16 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Le Président peut toujours être réélu.

~~Reçu Officiel~~
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 17 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, même verbalement.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiées conformément à la loi.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen.

ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

1 - Le Président du Conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du Conseil d'administration ainsi que des dispositions de la loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Toute limitation de ces pouvoirs par décision du Conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Copie Certifiée Conforme

Le Président du Conseil d'Administration

Le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le Conseil d'administration peut déléguer à son Président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président ; en cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable ; en cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

2 - Sur la proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un Directeur Général et, dans le cas autorisé par la loi, deux Directeurs Généraux.

Les Directeurs Généraux sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 75 ans. D'autre part, si un Directeur Général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'administration.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur la proposition du Président ; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux sont déterminés par le Conseil d'administration, en accord avec le Président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels le Directeur Général a les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société.

Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.


Le Conseil d'administration

2 - La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du ou des Directeurs Généraux est fixée par le Conseil d'administration ; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 - Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 21 des statuts.

4 - Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs Généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général, membre du Conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Leurs honoraires sont fixés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 24 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le 1/10ème au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Les actionnaires sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception dans les conditions prévues par la loi.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours francs au moins d'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

ARTICLE 25 - ORDRE DU JOUR

1 - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions autres que ceux concernant la présentation de candidats au Conseil d'administration.

3 - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1 - Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et également du dépôt de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans les avis de convocation sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours francs avant la réunion de l'assemblée.

2 - Un actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire.

Copie Certifiée Conforme

Le 1^{er} Juin 2010
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 27 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

2 - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un Secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

3 - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 28 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

1 - Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

2 - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

3 - Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède, sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandant dans les mêmes conditions et la même limite.

ARTICLE 31 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

ARTICLE 32 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le Premier Octobre et se termine le Trente Septembre de chaque année.

ARTICLE 33 - INVENTAIRE - COMPTES - BILAN

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date ; il dresse également le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

Il établit un rapport sur la situation de la société et son activité pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes dans les conditions légales.

ARTICLE 34 - FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions, proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 35 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut par le Conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

ARTICLE 36 - ACTIF NET INFÉRIEUR A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes constatées si dans ce délai l'actif net n'est pas redevenu au moins égal à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 37 - ACHAT PAR LA SOCIÉTÉ D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du Président du Conseil d'administration.

Le rapport du commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclue à des conditions normales.

ARTICLE 38 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Copie Certifiée Conforme
Le Président du Conseil d'Administration

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 39 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres seront tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Copie Certifiée Conforme

 Administrateur